

Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamè, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

POURSUITES JUDICIAIRES

Ce qui est retenu contre Atangana Kouona

- Deux chefs d'inculpation au Tribunal criminel spécial, un autre au Tribunal de première instance de Yaoundé-Centre administratif ;
- Au Tpi, l'ex-ministre de l'Eau et de l'Energie est accusé d'émigration clandestine.

Page 5



Page Nord-Ouest

8 Qui sont les sénateurs SDF ?

Page Opération Epervier et universitaires

12 L'avis du Pr Eloundou Enyegue

UNE BASE DE DONNÉES **PLUS LARGE ET FIABLE**

REJOIGNEZ L'ANNUAIRE
DES ENTITÉS.

INSCRIVEZ-VOUS DÈS
MAINTENANT SUR iCUBEFARM.COM

CONTACT: Info@icubefarm.com



Programme des obsèques de
Marie Madeleine AKOMO
 1988 - 2018

Du lundi 09 au 11 avril 2018

Recueillement chaque soir au domicile familial sis au quartier Nkoabang entrée carrière

Jeudi 12 avril 2018

- 15h : levée de corps à la morgue du CEFTA à Ekounou
- Depart, arrivée et installation de la dépouille au domicile familiale sis au quartier Nkoabang entrée carrière
- 20h00 : Messe et veillée jusqu'à l'aube

Vendredi 13 avril 2018

- 9h00 : depart de la dépouille pour Elounden
- Arrivée et installation

Samedi 14 avril 2018

- Office religieux suivi de l'inhumation



Programme des obsèques de
Amadangoleda Louis Baltazar
 1944 - 2018

RECUEILLEMENT TOUS LES SOIRS AU DOMICILE DU DEFUNT SIS A ANGUSSA

JEUDI 12 AVRIL 2018

20h : Office religieux suivie d'une veillée sans corps au domicile du défunt sis à angussa

VENDREDI 13 AVRIL 2018

10h : Levée de corps et mise en bière à l'hôpital général de Yaoundé

11h : Escalade au domicile du défunt

13h : Départ pour le village BALAMBA

15h : Installation de la dépouille

20h : Office religieux suivie d'une veillée jusqu'à l'aube

SAMEDI 14 Avril 2018

10h : Rassemblement des populations

11h : Début des cérémonies traditionnelles

12h - 12h30 : Témoignages

12h30 - 13h30 : Office religieux

13h30 : Inhumation

Collation



Programme des obsèques de
MBOU'OU MFOU'OU Jules-André
 1965 - 2018

DU 22 MARS AU 09 AVRIL 2018

Recueillement tous les soirs à son domicile sis à Ambam quartier Aviation et à Yaoundé au domicile de Monsieur Minla Mfou'ou Jeanat

DU 10 AU 12 AVRIL 2018

Offices religieux à son domicile au quartier Aviation à Ambam

VENDREDI 13 AVRIL 2018

14h 30: Levée de corps à la morgue de l'hôpital de district d'Ambam

15h: Escalade et culte à la paroisse EPC d'Ambam Pergame

17h 30: Installation de la dépouille à son domicile 20h: Culte et grande veillée jusqu'à l'aube

SAMEDI 14 AVRIL 2018

11h: Début des cérémonies Culte et Témoignages

13h: Inhumation

13h30: Collation

Que ton ame repose en paix Papa !



Intellectuels ou "bêtellectuels" ?

 Par Bibou Nissack*

Un coup de tonnerre en provenance du microcosme universitaire a récemment vrillé les tympans. L'Université de Yaoundé II-Soa a rejeté une vingtaine de thèses de doctorat environ. La raison de cette déflagration réside dans le fait que les candidats ont eu recours, pour autant que l'on s'en tienne aux motifs allégués par l'institution universitaire, au "plagiat". Autrement-dit, les thésards mis en cause sont accusés d'avoir plagié, c'est-à-dire pillé pour se l'approprier frauduleusement, les œuvres de tierces personnes. C'est donc une sorte d'acte falsificateur et de contrefaçon intellectuelle, car il y aurait eu ici une fausse et indue appropriation des idées produites par d'autres. Ces plagiaires seraient donc des faussaires. Or, un cartel de la falsification semble opérer quotidiennement dans l'esprit de nombre de Camerounais, heureusement pas tous. En effet, le faux est dans l'air du temps et passe pour être une mode intemporelle. C'est en vertu de ce triste constat que foisonne dans l'actualité un éventail tentaculaire d'illustrations de cette réalité honteuse et qui prend la forme de faux "docteurs" en droit, en médecine, en littérature et autres spécialités. De faux actes de naissance, de faux bulletins, de fausses déclarations sur l'honneur, de faux bulletins médicaux, de faux diplômes, à l'exemple de ceux de ce maire du Sud-Ouest, de faux salariés, de faux marchés publics, de faux hommes d'Etat, de fausses notes d'examens, de fausses missions publiques, de faux fonctionnaires..., car, tous fictifs ; de fausses admissions aux concours d'accès aux institutions supérieures de formation administrative et de magistrature où, souvent, des personnes mortes se hissent au rang de major de promotion ; de faux plans d'urgence. Ce phénomène déviant et pernicieux se fonde sur la définition courante que l'on donne au terme "intellectuel" dans notre pays, où un intellectuel s'entend de celui dont le cursus scolaire a été sanctionné par l'obtention d'un ou plusieurs diplômes... universitaires de préférence. Or, la consé-

quence majeure de cette définition courante est le triomphe des imposteurs. Car, les intellectuels présumés s'avèrent souvent être des "bêtellectuels", c'est-à-dire qu'il s'agit a priori d'intellectuels, diplômés oblige, qui, à l'analyse, se révèlent a posteriori ne pas en être. Ceci expliquant cela, l'on peut comprendre que, de notre indépendance à nos jours, la courbe de croissance socioéconomique camerounaise ait été inversement décroissante à la croissance exponentielle et spectaculaire des "diplômés". Cependant, sans jeter l'anathème sur tout cet "intellocosme" national, reconnaissons que la définition courante du terme "intellectuel" étant elle-même fautive, elle a permis l'arrimage à l'authentique "intellosphère" camerounaise de quelques passagers clandestins et indésirables. En effet, en fait de titulaire de diplôme(s), "intellectuel" se définit littéralement au moins de trois manières distinctes, selon qu'il soit employé comme adjectif ou nom. En tant qu'adjectif, le terme renvoie à l'intelligence, à l'activité de l'esprit. Tandis qu'utilisé comme nom, il désigne d'abord une personne dont l'activité est abstraite et manifestée par le discours en opposition à l'activité manuelle ; et dans un second sens, il désigne une personne qui se consacre professionnellement ou librement à des activités relevant par exemple de l'intellect, de l'art ou de la culture, à titre de spéculations. Un "pousseur", un "call boxeur", une "bayam sellam" et un enseignant d'université peuvent donc tous, indépendamment de leur fonctions, prétendre sans usurpation au statut d'"intellectuel", dès lors que l'on se fonde sur l'étymologie originelle du terme. Car, cela se rapporte aux théoriciens, aux idéologues ou à de simples penseurs. Le versant normatif de la société en tant qu'éclaireurs leur étant réservé, il est évident qu'une société mal conduite, telle la nôtre, est forcément une société mal éclairée. Vivement une restauration de la noblesse intellectuelle aux commandes.

*JURISTE D'AFFAIRES

Mutations

Edité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration
Protais Ayangma
Directeur de publication a.i
Georges Alain Boyomo
Administration, finances et ressources humaines
Marie Sidonie Boulounou
Audit et contentieux
Adrien Bassang'na Bomba
Rédacteur en chef
Georges Alain Boyomo
Rédacteurs en chef adjoints a.i
Lucien Bodo (Actualité)
Michel Ferdinand (Magazines)
Chroniqueurs
Lucien Ntamag
Dubois Onana
Bibou Nissack
Caricaturiste
Robert Pougoué
RUBRIQUES
Société
Jean De Dieu Bidias
Economie
Lucien Bodo
Education
Nadine Guepi
Tech & Web
Marguerite Papan
Culture
Marthe Ndiang
Politique
Ludovic Amara
Sports
Jacques Eric Andjick
Santé/Environnement
Adrienne Engono Moussang
Digital
Pascal Dibamou
Rédaction
Wamba Sop, Paulette Ndong, Ibin Hassan, Josiane Afom, Désiré Domo, Vanessa Bassale,
Jean-Christophe Ongagna,
Dimitri Mebenga, Mélanie Ambombo, Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang, Guy Martial Tchinda
Relecture
Jules Stéphane Olinga
DESK LITTORAL ET SUD-OUEST
Chef : Michel Ferdinand
Adjoint : Blaise Djouokep
CORRESPONDANTS
Grand Nord : Jacques Kaldaoussa
Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake
Est : Sebastian Chi Elvido
Sud : Guy-Roger Mvondo
Edition/Infographie
Samuel Tcheudjo
Valentin Essimi Tsanga
Service Commercial et Marketing
Chef : Michael Brobst
Chargées de clientèle
Pulcherie Nsia, Philiace Tamko
Lionel Akono, Augustine Nokam
Grâce Olinga
Suzanne Essono Nanga
Service de la comptabilité
Jacques Barnabé Nthep
Albert Mbende
Service Production
Joël Anong
Dieudonné Bitang
Service Distribution
Etienne Temfack
Hervé Ngomenda
Impression
Sopécam
Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29
Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>
Siège
Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi
Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric



Délestages à Ebolowa

Enéo s'explique

L'entreprise de distribution de l'énergie est revenue sur les raisons de la fourniture discontinue de l'énergie dans cette localité.



Par Guy Roger Mvondo

La situation en matière de distribution de courant électrique est critique dans la région du Sud ces derniers mois. De fait, il ne se passe pas un seul jour sans que l'on n'enregistre une coupure d'électricité. Les villes de Sangmelima et Ebolowa sont les plus affectées par ce phénomène. « En ce qui concerne la situation contextuelle actuelle, j'avoue que nous avons l'électricité en discontinue, avec parfois une dizaine de coupures par jour », déplore le gouverneur de la région du Sud, Félix Nguélé Nguélé. Toutefois, poursuit-il, les populations sont en partie responsable de cela, avec des abattages intempestifs d'arbres et des feux de brousse qui rendent la surveillance du réseau difficile à l'entreprise.

Une situation qui a poussé les responsables de l'entreprise Enéo, en charge de la distribution de l'énergie, à effectuer une descente sur le terrain afin d'édifier les autorités administratives et municipales, ainsi que les ministères sectoriels sur les raisons de l'interruption répétitive du courant électrique. « Il y a coupure d'électricité de manière régulière parce que nous avons plusieurs supports en bois qui tombent. La distribution de l'énergie électrique est également menacée par de violents coups de vents », explique Oumarou Hamandjoda, directeur gé-



Ebolowa. Un support en bois qui peut tomber à tout moment.

ral adjoint d'Enéo (Dga). En effet, le Dga de la société de distribution de l'énergie électrique au Cameroun s'est rendu dans la région du Sud pour solliciter la collaboration entre les autorités administratives, municipales et les représentants des ministères sectoriels (ministères de l'Eau et de l'Energie, des Marchés publics, de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire), dans l'optique de rendre plus performant le réseau de distribution de l'énergie. « Le but de notre présence ici est de renforcer le partenariat avec les parties prenantes autour du segment de distribution. Ce segment est en mal parce que les projets raccordés au réseau interconnecté sud ne respectent pas les normes », déplore le Dga.

Oumarou Hamandjoda explique en outre que les incidents et autres accidents mortels survenus sur le réseau de distribution sont liés à la mauvaise réalisation des ouvrages par certains démembrements de l'Etat. « Nous avons constaté que les ouvrages de distribution qui passent par les marchés publics sont réalisés avec des matériaux inappropriés (poteaux et câbles). Nous déplorons également l'exécution approximative des études de faisabilité qui, dans la plupart des cas, sont bâclées », explique le Dga d'Enéo. De même, poursuit le directeur régional Sud et Mbalmayo d'Enéo, Michel Mbopda, la défectuosité des réseaux construits constitue le dénominateur commun des problèmes à l'origine des désagréments des populations. Cependant, « la rencontre entre les responsables d'Enéo, les autorités administratives et municipales et les ministères sectoriels va servir de déclic au respect des normes et des spécificités techniques en matière de réalisation des ouvrages de distribution de l'énergie », rassure Michel Mbopda.

Oumarou Hamandjoda

Nous n'achèterons plus les poteaux électriques chez les tiers

Le directeur général adjoint d'Eneo explique les mesures prises pour améliorer la qualité du réseau électrique.



Par Blaise Djouokep

Quelles sont les mesures prises par Eneo pour améliorer la qualité des réseaux construits par les démembrements de l'Etat ?

Eneo Cameroun vient d'engager des concertations avec tous les acteurs locaux en charge de la construction, au nom de l'Etat, des réseaux d'électrification dans les régions. C'est dans ce cadre que nous avons rencontré ce jour (lundi, 09 avril 2018) le gouverneur du Littoral, pour mettre en place une plateforme de concertation qui intègre toutes les parties prenantes du secteur de l'électricité, dans le segment de la distribution.

C'est pour s'assurer que tout projet dans le segment de distribution est porté de manière cohérente, efficace, en respectant les règles et procédures standards, de la phase des études jusqu'à la réception. Et ces parties prenantes sont les maires, qui sont les porteurs de projets, les délégués du gouvernement, les démembrements de l'Etat (Feicom, Pndp, délégué régional des Marchés publics, de l'Energie) et naturellement Eneo.

Qu'est-ce qui a suscité la mise en place de cette plateforme ?

L'électricité est une denrée sensible, difficile à gérer, avec tous les incidents et accidents que nous enregistrons sur



notre réseau de distribution. Il est donc question de sensibiliser tous les acteurs autour de cette nécessité, afin d'avoir une vision commune. Ce n'est qu'en avançant ensemble que nous pouvons être efficaces sur le terrain, s'assurer que l'électricité disponible est une énergie qui sera de qualité, une énergie qui va servir les Camerounais.

Les poteaux électriques en bois continuent-ils de causer des dégâts ?

Nos différentes actions depuis 2014 ont déjà permis de réduire de 15% les incidents imputables aux poteaux-bois. La nouvelle stratégie qui est la nôtre va s'attaquer directement à l'exploitation des poteaux-bois. Pour améliorer les performances, de nouvelles mesures viennent d'être prises en 2018. La décision de ne plus acheter les poteaux chez les tiers, pour limiter l'infection des réseaux construits par Eneo des supports de mauvaise qualité. Le choix en forêt du bois brut devant être transformé en poteau par les équipes d'Eneo. Ce n'est pas Eneo qui choisit le bois dans la forêt, mais les sous-traitants. D'où le taux de rejet qui, en 2017, a avoisiné 25%. Nous allons également inspecter les travaux exécutés et mettre en place un processus de tracking.

Sud-Ouest

L'ex-vice président de la cour d'appel Kidnappé

Dans un communiqué rendu public dimanche dernier, Me Félix Agbor Nkongho dénonce l'enlèvement de l'ancien vice-président de la cour d'appel du Sud-Ouest, Martin Mbeng. La scène s'est déroulée aux premières heures du dimanche 8 avril dans la localité d'Ewelle, département de la Manyu. Martin Mbeng s'y rendait pour prendre part aux funérailles de sa génitrice. L'avocat a par ailleurs lancé un appel à tous ceux possédant des moyens nécessaires, de s'engager pour arrêter les attaques odieuses et ramener Martin Mbeng. Me Félix Agbor Nkongho demande en outre aux populations de ne pas être intimidées dans le silence par le canon d'une arme à feu brandie par les groupes armés. « Pour mettre fin à l'impasse, toutes les parties doivent rechercher des négociations constructives qui conduiront à un règlement pacifique, à une stabilité à long terme et l'égalité des chances pour tous les citoyens », écrit-il dans le communiqué.

Tribunal criminel spécial

Trois chefs d'inculpation contre Atangana Kouna

L'ex-Minee est accusé de paiement de débiteurs fictifs, d'intérêts dans un acte et d'émigration clandestine.

 Par Paulette Ndong

Le 23 mars dernier, un jour après son interpellation au Nigeria, Basile Atangana Kouna, l'ancien ministre de l'Eau et l'Energie (Minee), a été entendu au Tribunal criminel spécial (Tcs) par deux juges d'instruction. Au sortir de cette audition sans doute houleuse, le « fugitif » est notifié de deux premiers chefs d'inculpation et de deux mandats de détention. Les deux premiers remettent en cause sa gestion de la Cameroon Water Utilities Corporation (Camwater), comme directeur général (mars 2006-mars 2012).

En tête de ces accusations, on cite le paiement de débiteurs fictifs. D'après une source proche du dossier, des présumés hommes d'affaires qui avaient, d'après l'ex-Dg, gagné des marchés à la Camwater, ont été convoqués par le Contrôle supérieur de l'Etat (Consupe) pour justifier les paiements contenus dans les rapports d'audit ayant conclu à un déficit de près de 3 milliards Fcfa. Certains ont battu en brèche les sommes d'argent qui leur sont imputées, tandis que d'autres n'existeraient pas. « L'ex-Minee conteste ces conclusions des rapports d'audit du Consupe », apprend-on.

Le deuxième chef d'accusation fait état d'un détournement (qui se chiffre également en milliards Fcfa) qui mettrait en cause Aspac Cemac (basée à Yaoundé), une filiale de la société belge Aspac International, spécialisée dans l'approvisionnement en eau potable. L'infraction est qualifiée d'« intérêts dans un acte ». En vocabulaire facile, « il est accusé d'avoir signé des contrats dans lesquels il aurait des intérêts.



Atangana Kouna. L'ex-Minee face à la justice.

On dit qu'il a violé la réglementation en matière de passation des marchés. Cette accusation peut également renvoyer à des sociétés écrans », explique un juriste.

L'ancien Dg de la Camwater n'est visiblement pas au bout de ses peines. Puisque, mercredi 04 avril dernier, il a été à nouveau convoqué par le juge. Cette fois-ci, au tribunal de première instance de Yaoundé-Centre administratif, où il est inculpé pour « émigration clandestine ». Pourtant, souffle un proche d'Atangana Kouna, ce dernier n'a jamais été notifié d'une interdiction de sortie du Cameroun. « Pour preuve, il avait toujours son passeport diplomatique par devers lui », déclare notre informateur. Et d'ajouter : « C'est

son droit de se déplacer par le moyen de transport qu'il veut. Aucune loi au Cameroun n'interdit à un citoyen de sortir du pays de façon discrète ».

Même si d'aucuns se demandent pourquoi l'ex-membre du gouvernement est sorti « clandestinement » du pays s'il se savait exempt de poursuites judiciaires, et pourquoi il a mobilisé pour sa « cavale » des membres de son entourage, notamment un militaire, son majordome et son chauffeur (tous déjà écroués à Kondengui) et un prêtre, l'abbé Alain Nkodo, toujours en liberté.

En rappel, le 22 mars dernier, Basile Atangana Kouna a été interpellé au Nigeria et rapatrié au Cameroun. Il a été placé en garde à vue pendant près d'une semaine dans ce pays voisin avant que l'ambassade du Cameroun ne soit saisie, révèle une source. « Il a été interpellé à Bauchi, puis transféré à Abuja pour exploitation. Il était en possession de la somme

de 9 millions Fcfa lorsqu'il a été rapatrié au Cameroun, contrairement à ce qui est dit ici et là. Le Cameroun n'a joué aucun rôle dans cette arrestation », affirme notre source. Écroué à la prison centrale de Kondengui à Yaoundé, l'ex-Minee est passible d'une peine de 10 à 15 ans, voire d'une peine à vie pour les deux premiers chefs d'accusation et d'une peine de deux à six mois de prison pour « émigration clandestine ».

Conférence épiscopale nationale

Les travaux de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun (Cenc) ont démarré hier à Yaoundé. Il est question pour les 14 commissions épiscopales qui prennent part à ces assises de passer devant le conseil permanent. D'après le président de la Cenc, Mgr Samuel Kleda, par ailleurs archevêque métropolitain de Douala, cette assemblée est l'occasion d'« étudier la vie de l'Eglise à travers les différentes commissions épiscopales. Quand les évêques se réunissent, le but essentiel c'est de chercher comment annoncer l'évangile à l'homme camerounais aujourd'hui ». Au programme également, des assises, dont l'ouverture solennelle est prévue pour demain mercredi 11 avril ; une messe pontificale, notamment pour la paix au Cameroun et le cinquième anniversaire du pontificat du pape François.

Assistance humanitaire

Le Circ sur les fronts sanitaires

Les conflits à l'Extrême-Nord et la crise dans les régions anglophones à origine de l'intensification des actions dans le domaine de la santé.

 Par Josiane Afom

La Journée mondiale de la santé s'est célébrée le 7 avril dernier sous le thème : « L'accès à la santé pour tous ». Une célébration qui a permis au Comité international de la Croix rouge (Cicr) de faire le bilan de ses activités au plan sanitaire sur les trois dernières années, marquées par un contexte devenu urgent avec les attaques à répétition de la secte terroriste dans les localités de Kolofata, Mora, Memé, Makari, Mada, etc. Un contexte qui a obligé le Cicr à intervenir. En effet, dans ce contexte de conflit dans la région de l'Extrême-Nord depuis 2015 et la crise dans les régions anglophones en 2016, le Cicr a multiplié ses actions en apportant de l'assistance humanitaire aux populations des régions concernées. Sur le plan sanitaire, le niveau d'engagement du Cicr se greffe au ministère

de la Santé publique pour alléger les populations menacées par la violence.

Des engagements qui, d'après le Dr Come Konakuze, chef de la délégation régionale Cicr Yaoundé, se penchent sur des actions directes. Il s'agit notamment de la planification et la gestion des soins, le renforcement des ressources humaines, l'approvisionnement en médicament, les services cliniques, la prévention et la surveillance des malades. Des actions qui sont généralement menées dans des services de santé détruits pendant les conflits ou incapables de fournir les soins de santé préventifs et curatifs à la population, dans les structures où le Cicr est accepté par les communautés, dans des sites où se trouvent des populations déplacées et à des endroits où on note l'absence d'au-

tres acteurs de la santé.

La surpopulation carcérale a également contraint le Cicr à intervenir dans les prisons de Yaoundé. Les bénéficiaires de ses services dans les prisons, explique Markus Brundermann, chef de la délégation régionale Cicr Yaoundé, ne sont pas ciblés. Tous les détenus présentant des soucis de santé sont concernés. Dans la plupart des cas, ce sont des maladies de la peau qui sont prises en charge dans ces milieux.

Adolescence

La période de toutes les crises

Au cours du passage à l'âge adulte, des parents ont du mal à faire entendre raison à leurs enfants.



Par Paulette Ndong

Marc Mboum, âgé de 14 ans, ne rêve que d'une seule chose : être libre et faire tout ce qu'il lui plaît. Pour preuve, les conseils et punitions des parents de cet adolescent ne sont pas les bienvenus. De ce fait, à la moindre remarque, il rentre dans une colère noire. «J'étouffe. Vous voulez toujours me comprimer ! Je ne suis plus un enfant !». Ainsi criait-il à sa mère le 1er avril dernier. Son mécontentement intervient à la suite d'une interdiction de sortie. L'élève de la classe de 3e voulait se rendre à la «petite fête» que les parents de Yannick Massing [son camarade de classe] ont organisée à l'occasion de sa première communion. «Tu vas encore te saouler», lui rappelle son père. «Je n'étais pas saoul la dernière fois. Je n'avais pris qu'une seule bière», rétorque-t-il.

Dans la maisonnée, les arguments et les contre-arguments se succèdent. Les voix s'élèvent, l'atmosphère devient pesante. Une situation qui n'enchant pas la maîtresse des lieux. «Au fur et à mesure qu'il grandit, il devient très têtu. Il est déjà immunisé contre la chicotte», se plaint-elle. «Il se croit déjà assez grand pour se passer de nos conseils», se désole madame Mboum. Pour Jeanne



Des adolescents. Dialogue de sourds.

Amougou, une autre adolescente récalcitrante, c'est en classe de 2nde qu'elle met un terme à ses études. « Elle n'écoutait plus personne. Elle passait certaines nuits hors de la maison. Jeanne faisait le bras de fer avec mon père. Elle était malpolie envers tout le monde », se rappelle Guy Amougou, son frère aîné. « Mes parents en ont souffert. Elle s'est calmée lorsqu'elle est tombée enceinte à l'âge de 17 ans », lâche-t-il, avec un pincement au cœur. Selon une étude menée par le Fonds des Nations unies pour la

population (Unfpa) en 2016, être jeune fille au Cameroun par exemple, c'est courir le risque de devenir mère avant de devenir adulte en tenant compte que 60% de filles ont leur premier rapport sexuel avant 18 ans.

Les différents comportements de ces jeunes sont présentés par Jules Tagne, enseignant des sciences de la vie et de la terre (Svt), comme des manifestations de la puberté. Ce titulaire du diplôme de professeurs de l'enseignement normal 2e grade (Dipes2) définit cette étape du développement comme le passage de l'enfance à l'adolescence. «Des modifications physiologiques et psychologiques qui se produisent à cette période. Les organes sexuels et le corps dans son ensemble évoluent, se développent et/ou changent de fonctionnement. La croissance s'accélère. « Les sautes d'humeur, attitudes de défi, opposition aux parents, comportements excessifs... sont supposés se produire durant la phase de transition entre l'âge enfant et l'âge adulte qu'est l'adolescence », explique-t-il.

Le psychologue du développement Erik Erikson parle de « crise d'identité », car les changements que traversent les adolescents leur font éprouver des doutes, des remises en cause, des recherches par essais-erreurs.

Justine Valérie Mogue

Le dialogue doit primer !

La psychologue du développement donne des pistes de solutions pour éviter les conflits, les troubles de comportement et de conduite à l'adolescence.



Par Paulette Ndong

L'adolescence est considérée comme un processus au cours duquel certains jeunes sont agités, rebelles, en conflits avec leurs parents, etc. Est-ce qu'il y aurait une éducation particulière pendant ce passage à l'âge adulte ?

Elle commence avec la puberté, mais sa fin est difficile à situer. Même en psychologie du développement, celle-ci est problématique, car les auteurs ne s'accordent pas là-dessus. Toutefois, l'on doit savoir qu'on cesse d'être adolescent quand on devient adulte. Alors, en ce qui concerne l'éducation, elle se fera toujours en fonction des âges. Par exemple, l'éducation de l'enfant sera toujours différente de celle de l'adolescent. Il n'existe donc pas de recette miracle en matière d'éducation des adolescents. Cependant, face aux différentes crises ou troubles de comportement de ces adolescents, les parents ne doivent ni les dramatiser, ni les banaliser. Ils doivent beaucoup plus observer, écouter et dialoguer avec ces personnes en quête d'identité. C'est donc dire que chaque parent doit avant tout chercher à connaître son «enfant». Car, ce qui marche avec un adolescent ne fonctionne pas forcément avec tous les autres.

Que faire si l'adolescent refuse de dialoguer ou d'écouter les conseils ?

Ce qu'il faut comprendre, c'est que l'adolescence est généralement définie comme une période de prise de risques ou d'expérimentations. Les psychanalystes l'ont même consi-



dérée comme étant une période de crise, c'est-à-dire une période de développement au cours de laquelle l'adolescent s'oppose à tout ou remet tout en question et est en conflit avec ses parents. Autrement dit, c'est une période de ré-

volte, d'opposition et de trouble de comportement. C'est également à cette période que l'adolescent veut tout expérimenter et en prenant des risques ou en adoptant des comportements à risques.

C'est enfin la période pendant laquelle «l'ado» veut être libre, indépendant et autonome, mais en vain ! Car, ses moyens sont limités. Il sera alors très vite désillusionné dans ses aventures par les dures réalités de la vie. Donc, il est parfois inutile de lui faire entendre raison. Il serait même nécessaire, voire indispensable de le laisser faire. Une fois qu'il sera buté ou déçu, il retournera toujours vers ses parents ou vers un adulte protecteur à qui il a plus confiance. Toutefois, il faut noter que l'adolescence peut être une période de crise pour certains, mais pas pour d'autres. Et cela s'explique ici par les différences individuelles et l'expérience personnelle. Chacun ayant sa propre histoire familiale !

Est-il possible de prévenir la déperdition avant la manifestation de ces «crises» ?

Bien sûr que oui. C'est de l'ordre de la responsabilité parentale ou du style d'éducation parentale. Et celui qui est généralement recommandé, c'est le style démocratique, c'est-à-dire un style d'éducation où l'on prend les décisions ensemble, prône le dialogue, la justice et le respect, apprend à l'adolescent l'esprit d'initiative, l'ardeur au travail, la discipline et à être autonome, etc.

Budget d'investissement public

Les marchés en péril dans le département de l'Océan

Au terme du 1er trimestre 2018, le taux de réalisation physique s'élève à 2%, pour un total de 5 marchés déjà attribués sur 91 projets.



Par Lazare Kingue

Menaces sur les marchés publics en cette année budgétaire 2018 dans le département de l'Océan (région du Sud). Au 29 mars 2018, le taux de réalisation physique s'élève à seulement 2%. Dans le bulletin des projets d'investissement public dressé par le ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat) pour l'exercice budgétaire en cours, le département de l'Océan s'en sort avec 91 projets dont 22 à gestion départementale et 64 à gestion communale. Mais, l'on décèle d'énormes poches de lenteur dans le processus de passation des marchés publics.

Lors du comité départemental de suivi de l'exécution physico-financière du budget d'investissement public (Bip), réuni en sa première session de l'année 2018 le 29 mars dernier à Kribi, d'aucuns ont été désagréablement surpris de constater qu'à date, seulement cinq marchés avaient déjà été attribués par la commission départementale de passation des marchés. Six autres étaient en cours de dé-



Bip. Le Sud à la traîne.

pouillement des offres. Pour des chantiers relatifs aux marchés déjà attribués, les ingénieurs de contrôle évaluent à 2% le taux de réalisation. Un taux très faible, apprend-on, qui s'explique par l'élaboration tardive des dossiers d'appel d'offres (Dao) par certains maîtres d'ouvrage. Ce qui ralentit le processus de passation des marchés.

Et pourtant, selon la prescription du ministre délégué à la présidence de la République chargé des Marchés publics, « tous les marchés doivent être passés au plus tard le 30 avril ». La crainte est que cette prescription soit bafouée dans

l'Océan. Car, il ne serait pas possible de passer les 86 marchés restants en moins de 30 jours. Recommandation est néanmoins faite aux maîtres d'ouvrage d'allouer des fonds pour l'élaboration des Dao.

En rappel, en 2017, le département de l'Océan a enregistré un taux d'exécution physique de 59,89% et un taux d'exécution financière de 45,41%. Deux projets sont tombés en forclusion pour des dotations respectives de 90 et 30 millions Fcfa.

Agoa

Une opportunité pour les produits locaux transformés

L'initiative qui permet aux producteurs camerounais de vendre sans droits de douane aux Etats-Unis doit relever la balance commerciale, déficitaire depuis 2014.



Par Blaise Djoukep

Le Cameroun a 6400 lignes tarifaires qui peuvent être exportées vers les Etats-Unis (Usa) dans le cadre de l'African Growth and Opportunity Act -Croissance et opportunités de développement en Afrique- (Agoa). Ce sont 6400 produits transformés que les producteurs locaux camerounais ont donc l'opportunité de vendre sur ce marché de près de 400 millions d'habitants. Une opportunité à saisir par les producteurs des denrées agroalimentaires qui ne se bousculent pourtant pas. « L'Agoa offre des opportunités d'affaires que nos producteurs locaux ne saisissent pas encore. C'est vrai que le marché américain est très contraignant en termes de qualité et de quantité. Car, dès qu'ils s'habituent à un produit et l'adoptent, il faut satisfaire la livraison sur le long terme », précise Hamidou Bello, secrétaire général de la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et de l'artisanat (Ccima) aux producteurs locaux lors de la rencontre préparatoire à l'Agoa.

Le Cameroun qui fait partie des 378 pays africains éligibles à cette loi américaine votée et adoptée en 2000, entend rivaliser avec la Côte d'Ivoire, premier pays africain en termes d'exportation vers les Etats-Unis. Ce qui ne sera pas chose facile, puisque selon Olivier Dimala, responsable de

l'Agoa à la Ccima, les exportations du Cameroun vers les Usa sont concentrées sur neuf produits de base (produits pétroliers, cacao, coton, aluminium, banane...) qui constituent 90% des exportations. Or, « il est question, avec l'Agoa, d'encourager la transformation des produits locaux, des produits agroalimentaires et de se projeter sur le marché américain », précise-t-il.

Ainsi, la stratégie de pénétration du marché américain consiste à être plus proche des clients, comprendre leurs besoins, créer et renforcer les partenariats, créer et entretenir les relations avec les entreprises et grandes surfaces américaines, avoir des informations sur le marché américain, améliorer la qualité des produits et leur emballage, accentuer les mesures sanitaires et phytosanitaires.

Un « show-room » a été ouvert à Philadelphie pour exposer les produits camerounais. Il est également question d'améliorer la balance commerciale déficitaire entre les deux pays. Les importations sont par exemple passées de 150,550 milliards Fcfa en 2014 à 79,850 milliards Fcfa en 2017. Au moment où les exportations ont varié de 93,2 milliards Fcfa en 2014 à 59,750 milliards Fcfa en 2017.

Camwater

Le 30 avril 2018, la Cameroon Water Utilities (Camwater), entreprise publique de patrimoine du secteur de l'eau potable, reprendra officiellement les activités de distribution de l'eau potable dans les centres urbains et périurbains du Cameroun ; une activité anciennement dévolue à la Camerounaise des eaux (Cde), société contrôlée par un consortium marocain conduit par l'Office national de l'eau potable. C'est la principale information qui ressort d'une série de concertations organisées entre le 5 et le 6 avril 2018 à Douala, par le ministre de l'Eau et de l'Energie, Gaston Essomba Eloundou. Ce dernier a tour à tour rencontré les responsables de la Cde, de Camwater, ainsi que les représentants des personnels des deux entreprises.

Pétrole

La prévention des risques liés à toute activité économique de par le renforcement des connaissances des acteurs publics et privés. Tel est l'objectif recherché par l'Institut de sécurité maritime interrégional (Ismi). Sur financement de la Coopération française, en collaboration avec le Centre de documentation, de recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux et la compagnie canadienne Cnr international, l'Ismi organise depuis hier lundi, et ce jusqu'au 13 avril prochain à l'hôtel Wafou d'Abidjan, en Côte-Ivoire, un séminaire sur le thème : « Environnement maritime et exploitation offshore des ressources pétrolières ». Le choix d'une telle thématique fait œuvre utile, étant donné que le développement durable de la majeure partie des pays du Golfe de Guinée se construit dans l'espace maritime.

Sénatoriales/Nord-Ouest

Les sept mousquetaires du Social Democratic Front

Après avoir remporté tous les sièges mis en jeu lors de la récente élection - le 25 mars dernier - des membres de la Chambre haute, le Social Democratic Front (SDF), règne sans partage dans la région du Nord-Ouest. Alors qu'il ne comptait que 500 conseillers municipaux ; soit moins de 38 que son principal challenger, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc). A travers les tableaux ci-dessous, Mutations présente les sept nouveaux élus du principal parti de l'opposition camerounaise au Sénat, même s'il en faut encore trois autres pour constituer un groupe parlementaire.



Par Michel Ferdinand

Nkeze Emilia Kalebong

Amazone et tête de liste

Ce n'est pas un hasard si son parti lui a confié la « lourde responsabilité » de conduire la liste du SDF à l'élection sénatoriale dans la région du Nord-Ouest. C'est que son engagement militant et sa fidélité au « parti de la balance » ne souffrent d'aucune contestation. Sa première carte de militante, Nkeze Emilia Kalebong, 49 ans aujourd'hui, la prend en 1992, alors qu'elle est encore élève dans un établissement secondaire à Bambili (Bamenda). Depuis lors, l'enseignante de biologie au Collège d'enseignement technique, industriel et commercial (Cetic) de Tangka-Mankon, proche de Bamenda, n'a plus baissé les bras. Et comme il n'est jamais trop tard, il a fallu attendre cette année pour voir briller l'étoile de la native du département de la Momo, qui n'était que candidate suppléante à l'élection du 25 mars dernier.



Henry Gamsey Kemende

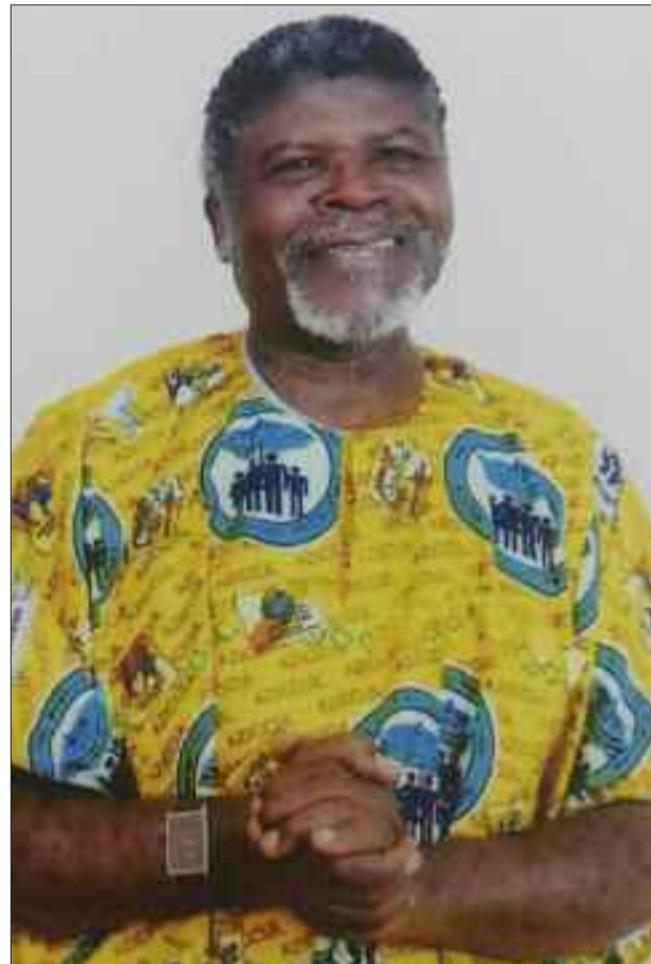
20 ans d'expérience au Barreau

A 51 ans, Me Henry Gamsey Kemende, avocat au Barreau du Cameroun et représentant du bâtonnier de l'ordre au Nord-Ouest, devra momentanément abandonner le prétoire pour se consacrer au vote des lois et autres. Originaire du département du Ngoketunjia, le militant du SDF depuis 1990 a fait études primaires et une partie du secondaire à Ndop. Avant de fréquenter le lycée de Wum dans le département de la Menchum où il échoue l'examen du baccalauréat en 1987 : « c'était évident. J'ai publié quelque chose au lycée contre un député. Et à cause de mes activités politiques, les forces de l'ordre m'ont dérangé », se souvient-il. L'année d'après, le jeune lycéen s'inscrit dans un autre établissement scolaire à Bamenda pour décrocher le précieux sésame. S'ouvrent alors les portes de l'université de Yaoundé (1987-1992), qu'il quitte étant titulaire d'une licence en droit privé anglophone. A Ngoa-Ekellé, il y traîne aussi du fait des revendications de la Coordination nationale des étudiants camerounais, plus connue sous le nom de « Parlement ».



Vanigansen Mochiggle

Le journaliste émérite



Ceux qui l'ont souvent aperçu autour de la conception des outils de communication au SDF, étaient loin d'imaginer que Vanigansen Mochiggle, 66 ans, est un pur produit de l'Ecole supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (Esijy), l'ancêtre de l'Ecole supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (Esstic). Il en sort d'ailleurs en 1977 avec comme camarades de promotion, l'actuel directeur de l'Esstic, Laurent-Charles Boyomo Assala, le journaliste en service à la Société de presse et d'édition du Cameroun (Sopecam), Augustin Fogang etc. En 1980, ce journaliste principal qu'il est, a participé à la création du journal « Le Perroquet », en compagnie d'un orfèvre de la plume et du micro de regrettée mémoire, Henri Bandolo. Après le congrès de l'Union nationale camerounaise (Unc, ex-parti unique) en 1980 à Bafoussam, le jeune journaliste est nommé attaché de cabinet au Conseil économique et social (Ces), avant d'occuper le poste de rédacteur-en-chef adjoint du journal de l'Unc, connu sous le titre « Unité ». L'ancien délégué provincial de l'information et de la culture du Nord (pendant neuf ans) et défenseur des libertés, a milité pour la « censure judiciaire » en lieu et place de la « censure administrative », jusqu'à son départ anticipé de l'administration en 2000. Dix ans plus tôt, il militait déjà dans les rangs du SDF.

Buh Sule Tegha

L'homme d'affaires populaire

Les usagers et autres clients de l'Établissement de micro-finance (Emf) dénommé Credit Union à Adhem par Wum, ont une idée du dynamisme de ce « *Self Made Man* » envié presque de tous. Puisque Buh Sule Tegha, né le 25 décembre 1959, sait se mettre au service de ses congénères. Ce qui a contribué pendant longtemps à forger son image et à le propulser comme membre du conseil d'administration de la



Co-operative Credit Union League (Camccul), où il siège depuis pratiquement deux décennies. Bien avant, cet agriculteur de profession ne s'est pas moins distingué sur quelques aires locales de football. L'ancien

joueur de PWD de Wum et des Green Eagles (équipes de seconde division) de la même localité, porte également une casquette de leader communautaire.

Honoré Ajuoh Ngam

L'autre avocat du groupe

Dans son Fungong natal, chef-lieu du département du Boyo, une opinion pense qu'à 45 ans, il serait le plus jeune élu de la seconde cuvée des sénateurs au Cameroun. En attendant d'en savoir davantage, ce spécialiste en droit de l'homme et action humanitaire, titulaire d'un master obtenu en 2008 à l'université de Dschang, est également nanti d'une maîtrise en droit, obtenue deux ans plus tôt dans la même institution. Après



le collège Sacré cœur - Sacred Heart College - de Bamenda (pendant du lycée général Leclerc de Yaoundé en termes de prestige), Honoré Ajuoh Ngam s'en tire avec une licence en droit privé anglophone

à l'université de Buea (1993-1996). C'est ainsi qu'il embrasse son métier de rêve en devant avocat en 2003. Au SDF, il s'engage en 2009. Il y a neuf ans de cela.

Georges Kinyang Nyang

Habitué des plaidoiries

Au moment où la campagne pour la présidentielle de 1992 prend de l'ampleur dans l'arrondissement de Noni (département du Bui, région du Nord-Ouest), Georges Kinyang Nyang est déjà politiquement assez impliqué aux côtés du SDF. « *On a voulu m'arrêter et j'ai fui à Douala en 1993* », se souvient-t-il. En 1997, il ne passe pas inaperçu aux primaires devant désigner le candidat de son parti. Malgré sa victoire, le directoire du « *parti de la balance* » le convainc de s'abstenir au bénéfice d'un aîné. Rien n'entame pour autant sa détermination



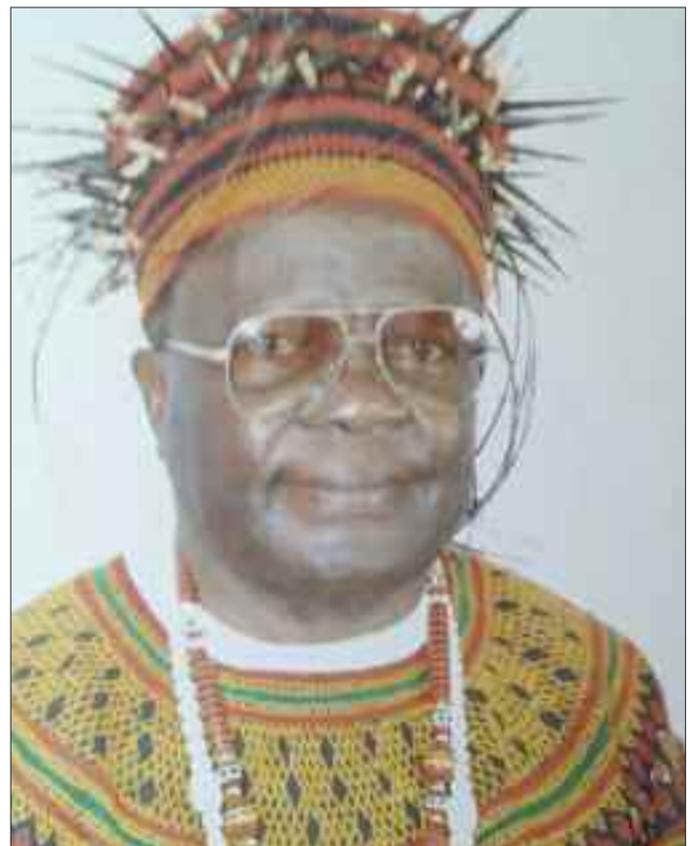
puisque grâce à sa stratégie, le SDF « *arache* » la commune de Noni des mains du Rdpc en 2013. L'homme des victoires devenu avocat en 2000, n'oublie pas les moments difficiles qu'il a traversés ; notamment quand il a failli être capturé par des forces du maintien de l'ordre. A Douala où il trouve refuge, ce titulaire d'une li-

cence en droit privé anglophone décrochée à l'université de Yaoundé, est accueilli par Me Nico Halle, ce parrain qui l'a encadré avant qu'il ne s'établisse à son propre compte dans la capitale économique. Sans oublier qu'il est président national du comité de développement et culturel de son village, Noni.

Kumbongsi Dyx Meten Alim

L'agronome dévoué

Après avoir passé sept bonnes années à superviser les champs de la Cameroon Development Corporation (CDC), Kumbongsi Dyx Meten Alim s'envole pour les pays bas. Là-bas, il y approfondit ses études agronomiques axées sur le versant tropical. Peu après, sa prochaine destination le Canada, va lui permettre d'obtenir un master dans le même domaine (1977-1978). Le travailleur reconverti en étudiant veut aller loin. C'est ainsi qu'il devient titulaire d'un doctorat en terre canadienne. « *Au Canada, j'ai travaillé pour le gouvernement fédéral et les entreprises privées* », réagit-il. Son domaine de compétence, c'est l'agroforesterie. En 2012, l'ancien employé de la CDC rentre au bercail. Mais il n'en a pas pour



longtemps au « *berceau de nos ancêtres* ». « *J'ai dû repartir à l'étranger* », précise Kumbongsi Dyx Meten Alim. Ce n'est qu'en 2017 qu'il revient définitivement au Cameroun, comme s'il a vu la direction du vent qui conduit au Sénat.

longtemps au « *berceau de nos ancêtres* ». « *J'ai dû repartir à l'étranger* », précise Kumbongsi Dyx Meten Alim. Ce n'est qu'en 2017 qu'il revient définitivement au Cameroun, comme s'il a vu la direction du vent qui conduit au Sénat.

Journée mondiale de la santé

Seulement 6,46% de Camerounais couverts par une assurance

Le pays toujours loin des 15% du budget à consacrer à la santé, conformément à la déclaration d'Abuja.



Par Adrienne Engono Moussang

La communauté internationale a commémoré le 7 avril, la Journée mondiale de la santé. Le thème de cette 70e édition était : « Agir pour une meilleure santé pour tous dans le monde. Engagez-vous pour la couverture santé universelle ». L'Organisation mondiale de la santé (Oms) a saisi l'occasion pour lancer un appel aux dirigeants mondiaux afin « qu'ils prennent des mesures concrètes pour améliorer la santé de tous ». En d'autres termes, partout dans le monde, les populations doivent bénéficier des soins de base de qualité, quelle que soit leur situation sociale. La couverture sanitaire universelle est alors indispensable et doit être élargie à toutes les couches de la population.

Au Cameroun, selon le ministre André Mama Fouda, dans sa déclaration à l'occasion de la commémoration de la Journée mondiale de la santé, seulement : « 6,46% de la population camerounaise est couverte par un mécanisme de protection sociale en santé ». Conséquence : le pays dépend essentiellement de l'extérieur pour la prise en charge des maladies comme le Vih/sida, le paludisme et la tuberculose, qui reçoivent des financements du Fonds



Bâtiment principal du ministère de la Santé publique.

mondial de lutte contre lesdites pathologies. Malheureusement, malgré leur taux de prévalence important, la prise en charge néanmoins onéreuse des hépatites virales B et C et des maladies chroniques non-transmissibles telles que le diabète, l'hypertension artérielle reste supportée par les familles des patients.

Or, le Cameroun a signé la Déclaration d'Abuja, document ayant sanctionné la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement au cours de laquelle ces derniers s'engageaient à consacrer 15% de leur budget à la santé. C'était en 2006. Plus de dix années après, l'enveloppe dédiée à la santé stagne depuis 2011 et oscille entre 5,5 et 7%.

La réflexion sur la mise en place d'un système de couverture sanitaire universelle en cours est à saluer. Sauf qu'en attendant sa concrétisation, les malades sont soumis au rationnement des services, même contre la posologie. Aussi, assiste-t-on régulièrement aux mouvements d'humeur des personnes souffrant d'insuffisance rénale affrontant régulièrement les difficiles ruptures de kits d'hémodialyse. Le personnel de santé n'est lui pas logé à la bonne enseigne pour ce qui est des conditions de vie et de travail.

Vih/sida

Cinq femmes infectées, contre deux hommes

Onu Femmes mobilise des communicateurs pour plus d'engagement au traitement de l'information sur cette question.



Par Adrienne Engono Moussang

Les résultats de l'enquête démographique de santé réalisée en 2011 (Eds 2011) d'une part et les estimations Spectrum 2016 d'autre part, révèlent que 5,6% de femmes sont séropositives au Cameroun contre 2,9% d'hommes.

La pauvreté, l'ignorance, le manque d'éducation, la méconnaissance de leurs droits, etc. sont à l'origine de cette situation. Onu Femmes mène des actions contre les violences basées sur le genre (Vbg) et le Vih chez les femmes et les filles, au travers d'un programme dénommé : « Genre, prévention du Vih et droits humains » pour l'atteinte des 90-90-90. 90-90-90 étant un engagement proposé par Onusida prévoyant que d'ici 2020, 90% de personnes vivant avec le Vih connaissent leur statut sérologique, 90% des celles infectées soient mises sous traitement antirétroviral et 90% de patients sous traitement ont leur charge virale indétectable.

En fait, la lutte contre le Vih a encore beaucoup de défis à relever au Cameroun, surtout chez la femme ; en plus du faible accès aux soins à cause de ses maigres revenus, il y a les violences basées sur le genre qu'elle subit. L'enquête de santé de 2011 renseigne encore que 55% de femmes ont subi des violences physiques à l'âge de 15 ans et que 20% de celles ayant déjà eu des rapports sexuels ont été violées lors du premier. Les facteurs sociaux, culturels, politiques et éducatifs militent en faveur de ce mal que vit la femme sans souvent faire recours aux voies légales de défense et de protection de sa personne. Pour apporter sa contribution dans cette revalorisation de la gent féminine, Onu Femmes a mis en place un réseau des communicateurs pour la sensibilisation du public sur les violences basées sur le genre et la féminisation du Vih/sida. Le réseau, par la mutualisation des efforts de ses membres, va s'investir dans le traitement des sujets sur les problématiques soulevées supra.

Au cours d'un atelier de trois jours organisé à Yaoundé pour la redynamisation du réseau, des communicateurs ont été informés des mesures visant à éradiquer des facteurs de vulnérabilité de la femme, etc. Selon le Comité national de lutte contre le sida, en 2017, 27,1% de personnes infectées ont reçu le traitement et au bout de 12 mois, 04 d'entre elles sur 10 ont été déclarées perdues de vue. Par ailleurs, seulement 57% des Pvih diagnostiquées connaissent leur statut, tandis qu'une personne sur deux diagnostiquée Vih+ n'est pas sous traitement.

Dr Blaise Antoine Wodjilé

Il faut consommer les aliments produits sous les tropiques

Le spécialiste en thérapie alimentaire les conseille pour leurs vertus.



Par Michel Ferdinand

Pourquoi avez-vous commis tout un ouvrage intitulé « Santé en milieu tropical : grandir et vieillir en beauté » ?

Nous avons constaté que les Camerounais s'alimentent très mal. Et dans ce livre, nous leur montrons comment prévenir des maladies avec les aliments. La solution, ce ne sont pas les compléments alimentaires qui abondent sur les marchés. Notre souhait, c'est que les consommateurs comprennent qu'ils peuvent avoir ces compléments alimentaires en mangeant ce qu'ils produisent, ce que nous avons sur le marché local. Bien manger, ce n'est pas seulement manger cher, mais c'est manger utile. Dans ce livre, nous avons donné une liste d'aliments pour chaque organe comme les yeux, la tête, les poumons, etc. De plus en plus, les femmes parlent de myomes, de cancer du sein, et les hommes de cancer de la prostate, etc. Tout est mis dans ce livre pour pouvoir servir l'humanité.

Quelles sont les vertus des aliments tropicaux ?

Il y a encore de la chance que sous les tropiques, on puisse manger bio. Nous avons un soleil bienfaisant, une terre encore saine. Tout ce que nous pouvons manger, sortant des tropiques, fera du bien au corps humain. Nous pouvons donc mieux nous traiter avec ce que nous avons comme aliments. Sur nos marchés, nous sommes inondés d'aliments tels que le haricot, le macabo, le manioc, le soja... Ce soja est sacré, parce que c'est une thérapie. Mais, ce



qu'on constate, c'est que les gens ne consomment plus le soja : ils aiment plutôt la viande. En consommant beaucoup de soja, l'on est à l'abri du cancer et de l'inflammation de la prostate. Combien de personnes savent qu'en consommant nos tomates, on évite cette maladie. La pastèque, je la conseille pour nettoyer les reins.

Vous déconseillez également de la consommation d'une bonne quantité d'eau à jeun ?

Ceux qui consomment une grande quantité d'eau dans cet état-là, croyant nettoyer les reins, sont plutôt en train de les détruire. Un verre d'eau suffit largement. Il faut en consommer abondamment après avoir mangé, en journée.

Exposition

Honneur à celle qui donne la vie

La fresque murale réalisée par le plasticien Hopare de la Cox gallery décore un des murs de l'Hôpital gynéco-obstétrique et pédiatrique de Douala.



Par Viviane Moumeni (stagiaire)

Essentiellement faite avec de la bombe aérosol, cette fresque murale de sept mètres sur six, appelée « *Mur de Teo* », a été réalisée en trois jours. Elle présente l'image d'une femme noire aux traits fins qui allaite son enfant, installée sur hanche droite. Sa tête et une partie de son buste sont recouvertes d'un pagne de couleur jaune. Une étoffe qui laisse cependant apparaître un sobre, sous lequel on aperçoit des perles au bout des tresses. De belles perles aux couleurs chatoyantes, bien agrémentées par des colliers blancs qui habillent son cou. Le regard étincelant et la mine sérieuse, cette mère inconnue avance sous un soleil ardent. Cette grosse toile décore l'un des murs de l'Hôpital gynéco-obstétrique et pédiatrique de Yassa à Douala. Une œuvre d'artiste peintre portugais Hopare, de la Cox gallery. A peine achevée et exposée au regard du public, le mur de Téó suscite déjà la curiosité de plus d'une personne. Les visiteurs veulent en garder un souvenir.

Du coup, téléphones et appareils-photos crépitent pour la prise des photos. « Filme-moi bien devant la peinture », dit une jeune fille à son compagnon. Ce dernier ne se fait pas prier et se prête à l'exercice avec plaisir. Inspiré par la multi culturalité



Aperçu de la fresque.

du Cameroun, Alexandre Monteiro dit Hopare, après hésitation entre le Nord et l'Ouest Cameroun, a finalement été séduit par la femme nordiste. Il représente ainsi l'amour maternel à travers cette femme qui arpente les rues de la ville portant dans un pagne son enfant. « Son regard intense et sa mine serrée montrent sa détermination, sa force, son courage. C'est une femme qui ne baisse les bras devant aucun obstacle », argue

le plasticien. A regarder de près, on se rend compte que l'œuvre porte la marque de fabrique de l'artiste. A savoir, des lignes noires qu'il met sur toutes ses peintures depuis dix ans. Sur cette peinture murale, on retrouve également en arrière-plan un « azouladge ». Qui est en fait un cardage sous forme de roue à pic, que l'on voit dans les rues de la ville de Porto au Portugal, son pays d'origine.

Sur cette fresque, le jaune, le rouge, le violet, le bleu et l'orange s'allient bien. Une prédominance des couleurs vives et chaleureuses qui, d'après Hopare, reflètent le paysage camerounais. Bon à savoir, cette fresque a été faite pour immortaliser la mission caritative de l'association Teo Aquitaine à l'Hôpital gynéco-obstétrique et pédiatrique de Douala. C'est dans le cadre de cette mission qui s'est déroulée du 2 au 5 avril 2018 que l'artiste et son photographe Nicolas ont été choisis par la Cox gallery, partenaire de ladite association. De plus, les bénéfices récoltés à la suite de la vente des tableaux du mur de Teo à Bordeaux ont été reversés à l'association pour des interventions chirurgicales et des traitements gratuits en neuro-pédiatrie dans notre pays.

Caravane universitaire du livre

Près de 1200 ouvrages en vente

Cette initiative de la Centrale d'édition de France vise à réduire les obstacles économiques qui entravent l'accès aux manuels scolaires.



Par Florentin Ndatewouo

Mettre à la disposition du grand public des ouvrages universitaires à bas prix. Ainsi se décline l'objectif que se fixe chaque année la Centrale d'édition de France, en partenariat avec le ministère français de la Culture. « On a profité d'un dispositif qui s'appelle programme plus, qui est porté par la Centrale d'édition en France, laquelle permet de mettre les ouvrages à la disposition du grand public à moitié prix par rapport aux prix France », explique Laurent Boin, directeur général de la librairie Messapresse, partenaire du « programme plus ». A titre d'exemple, étudiants, enseignants et chercheurs peuvent s'offrir l'ouvrage intitulé « *Théories des relations internationales de Dario Battistella* » à 7.000 Fcfa. « Nous avons mobilisé environ 1200 ouvrages. Il y a à peu près 30 éditeurs représentés dans 7 disciplines », détaille Joelle Trimoulet, responsable du programme plus à la Centrale d'édition de France.

A l'occasion de la cérémonie de lancement officielle de la caravane universitaire du livre, au siège de Messapresse, non loin de l'hôtel de ville de Yaoundé, jeudi 5 avril dernier, les ouvrages sur les disciplines telles le droit, le management, l'agronomie, la médecine, le bâtiment, la logistique ont attiré l'attention du public, y compris les universitaires. « *Celui qui a une bonne relation avec le livre peut tout faire* », rappelle Gérard Messina, enseignement à l'Institut des relations internationales du Cameroun (Iric), au cours de son exposé sur l'importance du livre.

La caravane universitaire du livre est une initiative qui fait



Les conférenciers.

suite à une observation. « J'ai constaté avec les différents échanges qu'il y a des personnes qui sont attirées dans différents domaines et qui sont intéressées par ces ouvrages. Donc, il y a une demande, mais il n'y a pas toujours l'offre adéquate », remarque une fois de plus Laurent Boin. Chaque année, l'un des 14 pays d'Afrique francophone est désigné pour accueillir cette foire du livre. L'opération a débuté le mardi 3 mars à Douala, à l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (Essec). A Yaoundé, la caravane universitaire du livre est allée à la rencontre des étudiants de l'Iric. Ensuite, les villes de Ngaoundéré, Bafoussam, Dschang prendront le relais. La caravane s'achèvera au mois de mai aux Jeux universitaires de Maroua. « Je visualise les besoins, l'intérêt de ce programme et de ces livres », conclut Trimoulet.

Yaoundé

Bientôt un centre de formation des arts thérapeutes

Les responsables veulent que ce métier soit plus valorisé au Cameroun.



Par Vanessa Bassale

« On entend par artiste thérapeute, toute personne capable de soulager les peines et de guérir un certain nombre de maladies, surtout celles qui affectent le cerveau ». Après avoir posé cette base, Patrice Belinga, le coordinateur d'Arredo Afrique, peut aisément présenter le Centre de formation professionnelle d'art thérapie qui sera créé dans les prochains jours dans la ville de Yaoundé. Ce sera une filiale de l'entreprise Arredo Italie, une structure reconnue pour ses performances en matière d'art thérapie. Cet art permet de soulager les personnes autistes et les handicapées. Les filières proposées vont de la musicothérapie à la danse thérapie, en passant par le théâtre thérapie. Pas besoin d'être d'un oracle pour comprendre que les personnes qui assistaient à la conférence de presse donnée par les responsables dudit centre n'étaient pas très rassurées par leurs propos.

Pour les convaincre, le responsable d'Arredo Afrique va sortir un autre argument. « C'est aussi une façon de donner une deuxième carrière aux artistes. Prenons le cas d'un danseur professionnel, à 30 ans déjà, il n'a plus assez de force pour bouger comme un jeune de 20 ans ». Avec un diplôme d'art thérapeute, les artistes peuvent trouver un emploi dans un centre pour personnes handicapées ou un hôpital. Mais avant de penser au diplôme, il faut préalablement y être admis. Comme dans tous les autres centres de formation, il y a des conditions à remplir. La première, c'est d'être un artiste et avoir assez d'argent pour payer les frais de scolarité. En effet, la pension s'élève à 700 euros, soit environ 450.000 Fcfa. L'étudiant peut payer en plusieurs mensualités. La formation dure 3 ans. Les cours se feront dans les locaux du laboratoire théâtre Othni.

Parfait Eloundou Enyegue

Les problèmes de corruption et de détournement sont des questions structurelles

Les éclairages de l'universitaire, invité de la rédaction de Mutations le lundi 2 avril sur sa récente nomination à un comité restreint de scientifiques pour la rédaction du premier rapport des Objectifs de développement durable (Odd), ses projets sur la recherche et l'enseignement, sur l'opération Epervier, entre autres.



Par la rédaction

Qui est le professeur Eloundou ?

Sur le plan professionnel, j'ai fait mes études à l'école primaire de Mvolyé (à quelques encablures de la rédaction de votre journal), mon secondaire au Lycée général Leclerc, puis obtenu un diplôme d'ingénieur en agroéconomie au sein de ce qui s'appelait alors l'École nationale supérieure d'agronomie. Par la suite, je me suis dirigé vers les sciences sociales, en particulier la démographie et la socio-économie aux Etats-Unis. L'essentiel de ma carrière s'est fait dans l'enseignement supérieur et j'ai eu l'opportunité, comme beaucoup d'enseignants, de combiner ce travail d'enseignant avec un volet important de recherche et appui au développement.

Pour quelles raisons êtes-vous au Cameroun en ce moment ?

Deux raisons majeures : la première est que je participe à une conférence nationale organisée par l'Institut de formation et de recherche démographiques (Iford), le Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) et le ministère l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat). La conférence porte sur la population, les questions de jeunesse et les stratégies en cours au Cameroun pour maximiser les apports de cette jeunesse dans le décollage économique. Comme deuxième raison, j'initie avec plusieurs collègues un programme de recherche sur la transition des jeunes vers le monde de l'emploi et l'âge adulte. L'objectif est de tester à petite échelle l'impact potentiel de plusieurs interventions politiques pour atténuer les difficultés auxquelles les jeunes doivent faire face au quotidien (chômage, inégalités, participation sociale, vie familiale, fuites des savoirs, identité, sécurité, etc.). Un deuxième objectif est de favoriser la préservation, voire l'amélioration du capital humain des jeunes au cours de cette transition vers le monde du travail.

Avant de parler de ces deux projets, quelle est la portée du travail que vous effectuez actuellement avec les Nations unies sur les Odd ?

Je fais partie d'un comité d'une quinzaine de scientifiques choisis à travers le monde et dans plusieurs disciplines pour rédiger le premier rapport d'évaluation des Odd. Ce rapport qui devrait être conclu l'année prochaine n'est pas



un suivi classique d'indicateurs de développement, mais inclura une analyse de fond des transformations nécessaires pour accélérer l'avancement vers l'atteinte desdits objectifs. Une rubrique majeure de ce rapport dont j'aurai la charge fera le point des apports potentiels et actuels de la science à la résolution des problèmes de développement. Le rapport prendra la mesure des progrès récents dans les sciences de développement, mais aussi dans la dissémination et l'incorporation des résultats de la science dans l'élaboration des politiques et programmes de développement. Nous organisons à cet effet au mois de mai aux Etats-Unis un symposium qui planchera sur cette question de l'interface entre science et décision politique.

Pourquoi axer votre travail de recherche actuel sur le capital humain ?

Le capital humain est un volet essentiel pour tous les pays qui aspirent à décoller économiquement ou qui essaient de consolider leur identité sociale et leur position économique. Le capital humain, en réalité, c'est notre capacité à transformer le monde à travers nos connaissances, notre savoir, notre disponibilité physique. Il s'appréhende concrètement à travers la mesure des niveaux d'éducation et de santé. Le capital humain renvoie donc à notre capacité à transformer notre environnement de manière intelligente, efficace, et durable. De plus en plus, l'effort pour développer ce capital humain va au-delà de la période de scolarisation et au-delà des savoirs classiques. Il intègre de plus en plus des compétences dites douces (en communication, leadership, entrepreneuriat, savoir se présenter, savoir apprendre, savoir organiser un groupe). Ces compétences douces ne se substituent certes pas aux connaissances

classiques, mais elles sont un complément et un catalyseur de plus en plus important dans le développement des vies professionnelles et sociales tout court.

Qu'est-ce qui motive votre choix sur la jeunesse ?

Le potentiel des jeunes est énorme et j'ai l'opportunité de l'observer au quotidien dans mes activités d'enseignement et d'encadrement des étudiants. La jeunesse est un moment optimal pour l'investissement dans le capital humain, dans la mesure où tout ce que nous pouvons accumuler aujourd'hui, c'est des investissements qui vont rapporter toute la vie. Mais, la jeunesse camerounaise a ceci de particulier qu'elle est une jeunesse en transition entre tradition et modernité, entre économies classiques et nouvelles formes d'emploi. Il faut trouver des solutions nouvelles au sous-emploi des jeunes. Les jeunes eux-mêmes participeront à cette recherche de solutions, parce qu'ils ont un potentiel de créativité énorme.

Que faut-il faire pour cette jeunesse camerounaise ?

Les efforts doivent intervenir à plusieurs niveaux. Il faudrait penser une intégration sociale des jeunes camerounais. Rappelez-vous que le «travail éloigne de nous trois grands maux : le vice, l'ennui et le besoin», pour citer Voltaire. La tendance habituelle est de mettre l'accent sur le troisième mal (le besoin) à travers la création d'emplois. Une prise en charge plus complète devrait également assurer la participation sociale, les contributions civiques et l'enracinement culturel. Beaucoup de jeunes sont prêts à mettre une partie de leur talent et de leur énergie au service des autres. Ce volontariat peut être cultivé et canalisé.

Parlant de votre conférence de cette semaine, avez-vous l'impression que les politiques africaines pren-

→ **Prendre en compte la notion de dividende démographique ?**

La prise en compte est graduelle. La conférence de cette semaine essaiera justement de faire le point sur cette appropriation. Les scientifiques ont à ce jour fait l'essentiel du travail préparatoire qui était nécessaire. L'heure est désormais au plaidoyer. Le Cameroun n'est pas en retard, mais il reste à penser concrètement et dans les détails des mesures prioritaires concrètes pour appuyer la capture du dividende. Un défi justement serait de réaliser une prise en charge des jeunes qui soit aussi complète que possible et qui inclurait l'emploi, l'encadrement et l'insertion sociale.

Nous avons le sentiment que les universités camerounaises occupent souvent un rang modeste au niveau mondial... Pourquoi cela ?

Les universités doivent communiquer et se vendre pour faire connaître leurs programmes et reconnaître leurs compétences. Notre système éducatif est généralement performant, mais il gagnerait à être plus visible au plan international. Ceci accroîtrait la participation des camerounais dans les grandes institutions internationales de développement, telles que celles du système des Nations unies. Il y a un travail de communication et de pénétration systématique qui ne doit pas être laissé au hasard. En même temps, les quelques représentants camerounais au sein de ces institutions devraient se faire recenser et être des ambassadeurs de leur pays, notamment en soignant leur réputation scientifique et en ouvrant la porte à d'autres.

Un autre sujet d'actualité qui pourrait vous concerner est la possibilité gestion. Comment est géré le doctorat professionnel au Canada ?

Je dois avouer ne pas bien connaître le système canadien, ni le détail de la controverse récente dont vous parlez sur le doctorat professionnel au Cameroun. Ce que je pourrais dire, et ce qui est mieux connu, c'est la notion de master professionnel qui se distingue du master classique par l'emphase sur la recherche scientifique. Les deux profils ont des vocations différentes. Les doctorats et masters classiques mettent un accent fort sur un travail de recherche original qui fasse avancer la science. Le master professionnel n'a pas la même vocation de recherche, mais plutôt de mise à niveau ou perfectionnement pour des professionnels. Des doctorats professionnels peuvent être attribués dans certaines filières particulières telles le droit, l'éducation ou la médecine et les affaires. Les publics visés

et les critères d'admission et d'évaluation, ainsi que les compétences attendues devraient donc à priori être différents.

Parlant de cette responsabilité, que faites-vous pour d'autres Camerounais ?

Mes contributions de l'heure s'articulent autour de trois axes. Le premier est l'enseignement. Je continue d'encadrer quelques étudiants ou de donner à l'occasion des cours à l'Iford. Ensuite, je mène un programme de recherche sur les jeunes et leur transition vers le monde de l'emploi, en collaboration avec des partenaires locaux. A terme, nous envisageons de mettre sur pied un cadre de recherche et d'appui aux jeunes qui faciliterait l'accumulation du capital humain et la transition vers le monde de l'emploi. Le projet est dénommé « PICHNET », dans la mesure où il vise à partager des pichenettes (astuces) qui faciliteraient la transition des jeunes vers le monde du travail. A titre expérimental, nous organiserons à l'intention des jeunes des classes de première et terminale des camps et stages de vacances, avec l'intention de mesurer l'impact de ce genre d'intervention sur les parcours scolaires, professionnels et sociaux des jeunes. Ces stages incluent des activités scolaires, professionnelles et sportives.

Sur le plan académique, notre ambition est de développer

Les doctorats et masters classiques mettent un accent fort sur un travail de recherche original qui fasse avancer la science. Le master professionnel n'a pas la même vocation de recherche, mais plutôt de mise à niveau ou perfectionnement pour des professionnels.

un incubateur pour l'excellence en recherche et en innovation. Dans un contexte de sureffectif des universités, il est difficile de faire attention à ces quelques génies et leur donner un cadre qui leur permette de s'enrichir davantage. L'incubateur offrirait à des jeunes intelligents, mais sans ressources, d'avoir accès à un matériel d'enrichissement intellectuel (bibliothèques, ordinateurs, cours en ligne, vidéoconférences, accès aux grands chercheurs et intellectuels...) pour stimuler leur éveil.

Sur le plan physique et sportif, il est possible aussi d'apporter un appui. A l'heure où nous parlons, se joue un tournoi de golf que nous avons organisé en collaboration avec la Fédération camerounaise de golf pour développer les jeunes caddies (porteurs de sacs des joueurs de golf, Ndlr). Dans ce lot, il y a peut-être des jeunes qui vont émerger et qui peuvent être soutenus par la suite.

Parlant de sport, pourquoi seuls les basketteurs émergent facilement aux Etats-Unis ?

Question difficile, mais les ressources physiques et financières font certainement partie de la réponse. Le basket requiert des ressources physiques (en taille et puissance), critères que beaucoup de Camerounais peuvent remplir et il ne requiert pas un investissement financier prohibitif, tout au moins en comparaison avec des sports tels que le tennis ou le golf. Le football étant quelque peu saturé, le basket devient donc une alternative, d'autant que les exemples actuels de réussite dans ce sport susciteront des vocations. Il faudra aussi bien évidemment un soutien des aspirants aussi bien sur le plan de la préparation physique et technique que sur la gestion des carrières.

Qu'est-ce que ça vous fait de voir certaines hautes personnalités, y compris celles du système éducatif, incarcérées pour des raisons de détournement ?

Les problèmes de corruption et de détournement sont des questions structurelles, avec une part de responsabilité collective. Ceux qui sont nommés à des postes de responsabilité sont systématiquement exposés à une forte demande sociale à laquelle il est difficile de se soustraire si l'on veut honorer son nouveau statut. Pour certains, j'imagine que le glissement vers la corruption se fait de façon graduelle. Il est juste de reconnaître la responsabilité individuelle des interpellés, mais il est tout aussi important de continuer à renforcer les garde-fous administratifs et sociaux qui minimisent les tentations et réduisent la pression sociale qui s'exerce sur les responsables administratifs.

Vous êtes le géniteur d'une fille de 8 ans qui a publié un livre. Est-ce réellement elle qui a rédigé cet ouvrage ?

C'est une question qu'on lui pose tout le temps et qui l'embête beaucoup. J'ai souvent demandé aux journalistes de l'interviewer en mon absence pour qu'ils en soient convaincus. Ma petite fille est absolument phénoménale sur le plan du vocabulaire. Des fois, je suis obligé de recourir à un dictionnaire pour mieux comprendre ses écrits. Actuellement, je suis en train de monter un projet qui commence par les écoles. L'idée c'est de faire un transfert de capital social. Il y a beaucoup d'enfants qui sont perdus parce qu'ils n'ont pas de condition et de suivi. Il est question de desceller 120 jeunes tirés principalement des lycées moyens et bas autour des classes de première et terminale. Pour ces derniers, je vais organiser un camp de vacances et je les mettrai en rapport systématique avec des mentors. Avec ces aînés, ils vont partager les mêmes aspirations, ils auront des conseils. Ceci aussi, à l'aide de mes activités connexes comme le sport.

A l'heure où je vous parle il se joue un tournoi de golf que j'ai organisé pour les jeunes kadis (porteurs de sacs, Ndlr). Dans ce lot, il y a peut-être des gens qui vont émerger et que je vais essayer de soutenir non pas nécessairement par mes propres moyens, mais à travers des contacts dont je dispose. Du problème que vous posez, se cache en filigrane l'inégalité qui est un problème extrêmement préoccupant pour tout le monde. Si vous regardez les écoles et les quartiers où les gens vivent, vous constatez que l'écart se creuse de plus en plus et n'est pas soutenable.



Turquie

Eto'o foudroie Sivasspor

Grâce à son doublé, le club de l'avant-centre camerounais, Konyaspor, s'est imposé 5-0, lors de la 28e journée de la Türkiye Süper Lig.



Par Dimitri Mebenga

Samuel Eto'o vient d'inscrire son tout premier doublé sous la tunique de Konyaspor. L'ancien capitaine de Antalyaspor compte désormais huit réalisations en championnat cette saison. Konyaspor, tombeur de Sivasspor dimanche dernier, a engrangé d'importants points dans la course au maintien. Nejc Skubic ouvre le score à la 16e minute et Mehdi Bourabia viendra doubler à l'heure de jeu. Samuel Eto'o, d'un coup de génie, transforme un coup franc à l'entrée de la surface adverse pour le 3-0. L'attaquant camerounais, en grande confiance, profite d'un bon service de Ömer Şahiner pour inscrire le quatrième but de son club. Volkan Şen, rentré à la seconde manche, viendra clôturer le festival de buts en toute fin de partie. Grâce à son large succès, Konyaspor quitte provisoirement la zone rouge et grimpe à la 14e place au classement, en attendant les autres rencontres de la 28e journée du championnat turc.

En Ligue 1 française, Toko Ekambi, l'ancien sochalien, a marqué son 17e but cette saison contre Strasbourg, dont six lors des six derniers matches. L'attaquant camerounais a ouvert le score dès la 6e minute, en poussant le ballon dans le but vide, sur un service de Thomas Mangnagni. Quant à ÉricMaxim Choupo Moting, touché à l'aîne après son but contre Everton, il travaille en salle pour revenir en forme. La blessure de l'attaquant camerounais absent samedi dernier lors de la défaite de Stoke City contre Tottenham (1-2) n'est pas totalement rétablie, mais évolue favorablement. Le Camerounais donne d'ailleurs quelques



nouvelles depuis son compte Instagram.

Au Portugal, Joël Tagneu égalise contre Estoril. Mené au score, Marítimo est revenu grâce à sa réalisation. L'attaquant camerounais a repris le ballon de la tête sur un corner pour remettre les deux équipes à égalité (1-1). Le septième but de la saison en Liga Portugal pour ce natif de Nkongsamba. Nicolas Nkoulou va finalement rester au Torino. Le défenseur central du Cameroun a fait une superbe saison 2017-2018 en Italie. Auteur de deux buts qui ont

permis à son club à chaque fois de s'imposer, l'ex-capitaine des Lions indomptables va finalement prolonger son bail au Torino. Prêté par l'Olympique lyonnais au Torino l'année dernière, Nicolas Nkoulou va rester avec le club italien la saison prochaine. Le champion d'Afrique 2017 est devenu turinois, comme l'a annoncé le président du Torino, Urbano Cairo. L'option d'achat de l'ancien Marseillais était fixée à 3,5 millions d'euros.

Prix Marc-Vivien Foé

Toko Ekambi et Zambo Anguissa nominés

Ces Lions indomptables figurent parmi les treize candidats désignés pour cette distinction qui récompense le meilleur joueur de Ligue 1 française chaque année.



Par Désiré Domo

Comme il est de coutume chaque année, Radio France internationale (Rfi) et France 24 ont dévoilé les noms des treize joueurs finalistes pour l'obtention du Prix Marc-Vivien Foé 2018 qui récompense le meilleur joueur africain évoluant dans le championnat de France de Ligue 1 pour la saison 2017-2018. Karl Toko Ekambi et André Franck Zambo Anguissa font partie de cette prestigieuse liste. L'attaquant d'Angers, déjà nommé la saison dernière et auteur de 17 buts cette saison, fait partie des favoris pour remporter cette distinction cette année. Le milieu de terrain de l'Olympique de Marseille Zambo Anguissa, qui réalise une saison honorable avec les Phocéens, est quant à lui à sa première nomination.

Pour rappel, le prix Marc Vivien Foé est en hommage au milieu de terrain camerounais décédé contre la Colombie lors de la Coupe des confédérations en juin 2003. Depuis son lancement en 2009, aucun camerounais n'a remporté ce prix. La succession de l'Ivoirien Jean Michel Seri est donc ouverte.



Toko Ekambi au contrôle !

Les nominés :

Keita Baldé Diao (AS Monaco/Sénégal)
 Matthieu Dossevi (Fc Metz /Togo)
 Max-Alain Gradel (Toulouse Fc/Côte d'Ivoire)
 Gaël Kakuta (Amiens Sc/RD Congo)
 Wahbi Khazri (stade Rennais)
 Moussa Konaté (Amiens Sc/Sénégal)
 Nicolas Pépé (Lille/Côte d'Ivoire)
 Jean Michel Séri (Nice/Côte d'Ivoire)
 Julio Tavares (Dijon /Cap-Vert)
 Karl Toko Ekambi (Angers /Cameroun)
 Bertrand Traoré (Olympique lyonnais)
 Hamari Traoré (stade Rennais)
 André-Frank Zambo Anguissa (Marseille/Cameroun)

Jeux du Commonwealth 2018

Le Cameroun en bronze

L'haltérophile Clémentine Noubissi est le premier athlète camerounais à glaner une médaille à Gold Coast en Australie.

 Par Désiré Domo

La journée d'hier était particulièrement mitigée pour la Team Cameroon qui séjourne à Gold Coast. Elle a non seulement été ponctuée par une médaille acquise par un des ambassadeurs camerounais, mais aussi par l'élimination d'un des maillons forts de la troupe. Alors que les espoirs des Camerounais et fans des plénipotentiaires du vert-rouge-jaune étaient focalisés sur Wilfried Seyi Ntshengue en boxe, chez les 75kg, lui qui restait la seule chance de médaille du pays en Australie, Clémentine Noubissi Meukeugni a déjoué les pronostics qui ne plaidaient pas en sa faveur. Alors que les Camerounais sortaient de leur sommeil hier matin, ils ont été accueillis par une bonne nouvelle aux environs de 6h30 (heure locale). L'haltérophile, logée dans la catégorie de -90kg, a terminé à la troisième marche du podium, soit une médaille de bronze glanée. Avec une masse cumulée de 226 kg, la Camerounaise permet à son Cameroun natal de s'offrir sa première médaille depuis l'ouverture officielle des jeux mercredi 4 avril dernier. Elle réalise cet exploit au bout d'une adversité féroce à l'arrachée (101kg) et à l'épaulé-jeté (125kg). Clémentine Noubissi Meukeugni se hisse derrière une Australienne et Fidjienne, respectivement médaillée d'argent et médaillée de bronze. « Je suis très contente d'avoir sauvé mes collègues. Nous



Clémentine Noubissi. L'haltérophile déjoue les pronostics.

avons tous travaillé ensemble. C'est encourageant. Le meilleur est à venir », se réjouit l'athlète de 27 ans. Mais, la bonne nouvelle sur la prestation de Clémentine Noubissi a été diluée par la défaite de Clotilde Essiane

en boxe. Le porte-étendard de la Team Cameroon était face à une Canadienne hier dans la mi-journée. Logée dans la catégorie de 75kg, la pugiliste était très attendue. Même si elle a livré le combat le plus relevé de sa catégorie, ses efforts n'ont pas connu la faveur des juges-arbitres. Clotilde Essiane ne disputera pas les demi-finales. Son aventure s'arrête à la première apparition. Toutefois, le Cameroun n'a pas dit son dernier mot dans ces 21e Jeux du Commonwealth. Plusieurs athlètes entrent scène ce mardi 10 avril 2018 dans plusieurs disciplines.

Programme du jour

Athlétisme

200m : Irene Bell et Abessolo Bivina (12h30)

Boxe

Christelle Ndiang (57kg) vs Nicolson Skye (Australie) (12h32)

Ndzie Tchoyi (91kg) vs David Nyika (Nouvelle Zélande) (15h32)

Arsène Fokou (+91 kg) vs Keddy (Seychelles) (20h32)

Badminton

Antoine Owona Ndimako vs Naim Mohamed (13h40)

Stella Ngadjui vs Rachael Darragh (14h15)

Eliminatoires Can 2018

Lionnes indomptables contre Diablies rouges

 Par Dimitri Mbenga

Après près de deux ans sans matchs officiels ni regroupement, les Lionnes indomptables vont enfin faire leur retour (dernier match en date, la finale de la Coupe d'Afrique des nations féminine en décembre 2016). Ce sera en faveur du 2ème tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations féminine qui se déroulera au Ghana en novembre prochain. Leur futur adversaire n'est autre que le Congo Brazzaville. Les Diablies rouges (à l'image) sont allées tenir en échec la République centrafricaine sur ses propres installations dimanche dernier (1-1). Les congolaises se qualifient grâce à leur victoires 2 buts à 0 au match aller (2-0). Joseph Ndoko, qui fera son baptême du feu à l'occasion, et ses filles iront à Brazzaville le 1er juin pour la manche aller, et recevront à Yaoundé le samedi 9 juin prochain pour une place en phase de groupe. Rappelons que le Cameroun était exempt du tour préliminaire (au même titre que le Nigeria, l'Afrique du Sud et la Guinée Équatoriale). La Coupe d'Afrique des nations (Can) dames se disputera du 17 novembre au 1er décembre prochain au Ghana. Pour cela, les sélections féminines de football du continent sont entrées en compétition dans le cadre des éliminatoires en vue de décrocher un ticket qualificatif pour cet événement. Le premier tour de ces éliminatoires



a eu lieu la semaine dernière. Mais le Cameroun, ainsi que le Nigeria, l'Afrique du Sud et la Guinée Equatoriale étaient exempts. Le tirage au sort comptant pour le deuxième tour renseigne que les Lionnes indomptables, vice-cham-

pionnes d'Afrique, seront opposées à leurs homologues de la République démocratique du Congo. Ce sera au mois de juin prochain, soit dans deux mois.

**SOUS LE TRÈS HAUT PATRONAGE DE
S.E.M. PAUL BIYA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN**

LE MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT

ORGANISE LA **6^e** ÉDITION DU



SALON

**INTERNATIONAL DE L'ARTISANAT
DU CAMEROUN**

**DU 26 AVRIL AU 05 MAI 2018
AU PALAIS DES CONGRES - YAOUNDE**

THÈME

**L'ARTISANAT AFRICAIN
ET LE COMMERCE ÉQUITABLE :
"ENJEUX ET PERSPECTIVES"**



Alphie Fluxi Communication

